

**COMMUNE DE SAINT-MARTIN-CANTALES**  
**Département du Cantal**

**ARRETÉ 2026-14**

**Portant permission de voirie et réglementation temporaire de la circulation  
VC Chemin de la Vige**

**Le Maire de Saint-Martin-Cantalès,**

**VU** la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

**VU** le code de la route, et notamment ses articles R.110-1, R.110-2, R.411-5, R.411-8, R.411-18 et R.411-25 à R.411-28 ;

**VU** le code général des collectivités territoriales (C.G.C.T.), et notamment ses articles L.2213-1 à L.2213-6 ;

**VU** l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 ;

**VU** la demande du 13 mai 2026 de l'entreprise EIFFAGE ENERGIES,





**Considérant** qu'en raison de travaux réalisés par l'Entreprise EIFFAGE aux abords de la pisciculture et dans la propriété de Monsieur Nicholas HESS, Chemin de la Vige, un rétrécissement de chaussée est envisagé ;

**Considérant** que les conditions de circulation seront dégradées et qu'il convient d'assurer la sécurité des usagers de la voie, des riverains et du personnel de chantier et pour cela il est nécessaire de réglementer la circulation ;

**ARRETE**

**ARTICLE 1** : Afin de permettre le bon déroulement des travaux précités, l'Entreprise EIFFAGE est autorisée à occuper le domaine public, chemin de la Vige, à hauteur de la propriété de Monsieur Nicholas HESS à compter du **Lundi 1<sup>er</sup> juin 2026 et pour une durée de travaux allant jusqu'au vendredi 31 juillet 2026.**

**ARTICLE 2** : La circulation sur la V.C. Chemin de la Vige sera règlementée comme suit durant la période précitée :

-  Limitation de vitesse à 30 km/heure,
-  Circulation alternée,
-  Interdiction de dépasser,
-  Interdiction de stationner au droit des travaux.

**ARTICLE 3** : La fourniture, la pose, la maintenance de la signalisation et toutes mesures de sécurité seront assurées par les soins de l'Entreprise EIFFAGE. Cette dernière sera responsable de jour comme de nuit des accidents pouvant survenir par défaut ou insuffisance de signalisation pendant la période des travaux.

**ARTICLE 4** : Toute dégradation du domaine public sera à la charge du pétitionnaire. Les lieux seront remis en état après les travaux

**ARTICLE 5 :**

Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

**ARTICLE 5** : Le présent arrêté sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur et à chaque extrémité du chantier.



**ARTICLE 6** : Le Maire de Saint-Martin-Cantalès est chargé de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée à l'Entreprise EIFFAGE, au groupement de gendarmerie de Mauriac et au SDIS du Cantal.

A Saint-Martin-Cantalès, le 19 mai 2026

Le Maire  
Pascal ESCURE



Le Maire :

-  Certifié sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte.
-  Informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de sa notification.  
Soit par voie postale : 6 cours sablon CS90 129 – 63033 Clermont-Ferrand Cedex 1 ou bien par voie électronique sur le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

Notifié le 22 mai 2026